RÉGIE DES RENTES
DU QUÉBEC

Soutien aux enfants

Statistiques de l'année 2012

Québec

Rédaction
Chantale Thibault

Mise en page
Nathalie Cloutier

Coordination
Sonia Marcoux

Production
Direction des communications

Date de parution
Septembre 2013

Il est possible d'obtenir, sur demande, d'autres données ne paraissant pas dans la présente publication. Ce document est disponible sur le site Web de la Régie : **www.rrq.gouv.qc.ca**.

Le contenu de cette publication peut être reproduit en tout ou en partie, à condition que la source soit mentionnée.

Pour tout renseignement, commentaire ou suggestion, s'adresser à :

Direction de la statistique et de l'analyse quantitative
Régie des rentes du Québec
Case postale 5200
Québec (Québec) G1K 7S9
statistiques@rrq.gouv.qc.ca

Dépôt légal
3e trimestre 2013
Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN
978-2-550-68928-7 (PDF - 2e édition, septembre 2013)
978-2-550-68125-0 (PDF - 1ère édition, juillet 2013)

© Régie des rentes du Québec, 2013

Avant-propos

La Régie des rentes du Québec vous présente sa plus récente publication annuelle sur le Soutien aux enfants : *Soutien aux enfants – Statistiques de l'année 2012*. La publication se divise en quatre parties. La première trace l'évolution historique des programmes d'aide aux familles depuis l'implantation du premier programme en 1961 jusqu'au crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants (CIRSE), qu'on appelle maintenant Soutien aux enfants. Les deux suivantes dressent respectivement le portrait des bénéficiaires du paiement de Soutien aux enfants (PSE) et du supplément pour enfant handicapé (SEH). Encore une fois cette année, la quatrième partie offre un complément d'information qui répond aux questions souvent posées sur le Soutien aux enfants selon les régions. Elle présente le nombre de familles bénéficiaires et d'enfants inscrits ainsi que les sommes totales versées dans les 17 régions administratives du Québec et les 104 municipalités régionales de comté (MRC) ou territoires équivalant à des MRC.

Le document *Soutien aux enfants – Statistiques de l'année 2012* offre au lecteur un outil d'analyse complet et détaillé afin qu'il connaisse mieux les caractéristiques des familles et des enfants qui bénéficient d'une aide financière directe au Québec. La publication est aussi disponible sur le site Web de la Régie.

Nathalie Madore
La directrice de la statistique et de l'analyse quantitative

Table des matières

Principales définitions 6
Production des statistiques 7
Évolution historique des programmes et des bénéficiaires 8
Le paiement de Soutien aux enfants 21
Le supplément pour enfant handicapé 27
Statistiques régionales 31

Liste des tableaux

Tableau 1 Montant semestriel($) de l'allocation familiale, selon le rang et l'âge de l'enfant, d'avril 1967 à décembre 1973 8
Tableau 2 Montants mensuels ($) de l'allocation familiale, de janvier 1974 à août 1997 9
Tableau 3 Montant mensuel ($) de l'allocation pour enfant handicapé, de mai 1980 à décembre 2004 10
Tableau 4 Bénéficiaires, sommes versées et paramètres de l'allocation à la naissance, de mai 1988 à décembre 2002 11
Tableau 5 Bénéficiaires, sommes versées et paramètres de l'allocation pour jeune enfant, de janvier 1989 à août 1997 12
Tableau 6 Paramètres des prestations familiales, de septembre 1997 à décembre 2004 12
Tableau 7 Paramètre du PSE, de 2005 à 2013 14
Tableau 8 Exemples de montants annuels du PSE, selon le revenu et la situation familiale, 2012 14
Tableau 9 Paramètres du SEH, de 2005 à 2013 16
Tableau 10 Nombre de familles bénéficiaires et d'enfants, et sommes versées, par type d'allocation, de 1974 à 2012 18
Tableau 11 Évolution du nombre d'enfants, selon le sexe, et nombre moyen d'enfants par famille, de 1974 à 2012 19
Tableau 12 Évolution quinquennale du nombre d'enfants dont la famille reçoit l'allocation de base, selon l'âgede l'enfant, de 1975 à 2012 20
Tableau 13 Évolution quinquennale du nombre de familles bénéficiaires de l'allocation de base, selon le nombre d'enfants dans la famille, de 1975 à 2012 20
Tableau 14 Familles bénéficiaires du PSE, selon la situation familiale et le revenu, décembre 2012 21
Tableau 15 Moyenne mensuelle du PSE, selon la situation familiale et le revenu, décembre 2012 22
Tableau 16 Familles bénéficiaires du PSE et revenu annuel moyen, selon la situation familiale et la somme versée, décembre 2012 23
Tableau 17 Familles bénéficiaires du PSE, selon la situation familiale, l'âge du bénéficiaire et son sexe, décembre 2012 24
Tableau 18 Proportion de familles bénéficiaires du PSE qui ont choisi le dépôt direct et le paiement mensuel, selon la situation familiale et la somme versée, décembre 2012 25
Tableau 19 Enfants donnant droit au PSE, selon l'âge et le nombre d'enfants dans la famille, décembre 2012 26
Tableau 20 Évolution du nombre d'enfants reconnus handicapés, selon le sexe et la nature du handicap, de 1980 à 2012 27
Tableau 21 Familles bénéficiaires du SEH, selon la situation familiale et le revenu, décembre 2012 29

Tableau 22 Répartition des enfants reconnus handicapés, selon la nature du handicap et l'âge de l'enfant, décembre 2012 30
Tableau 23 Répartition régionale des bénéficiaires en décembre 2012 et des sommes totales versées en 2012 31
Tableau 24 Répartition régionale des bénéficiaires du SAE, selon le nombre d'enfants dans la famille, décembre 2012 31
Tableau 25 Répartition régionale des bénéficiaires du PSE, selon l'âge des enfants, décembre 2012 32
Tableau 26 Répartition régionale des enfants reconnus handicapés, selon la nature du handicap, décembre 2012 33
Tableau 27 Répartition des bénéficiaires par région administrative et MRC en décembre 2012 et des sommes totales versées en 2012 34

Liste des graphiques

Graphique 1 Structure du programme - Illustration du PSE versé, selon le revenu et la situation familiale en 2012 15
Graphique 2 Structure du programme - Illustration du PSE versé, selon le revenu et le nombre d'enfants dans la famille en 2012 15

Légende des tableaux

n. d.	données non disponibles	K$	millier de dollars	s. o.	sans objet
–	zéro ou néant	M$	million de dollars		

Principales définitions

Âge

Âge de l'enfant au 31 décembre de l'année.

Bénéficiaire

Personne qui reçoit le paiement de Soutien aux enfants (PSE) ou le supplément pour enfant handicapé (SEH). Il s'agit de la personne qui assume principalement la charge des soins et de l'éducation de l'enfant, et qui vit habituellement avec lui. Ce droit est reconnu à une seule personne par famille. En cas de garde partagée, les deux parents sont déclarés bénéficiaires[1].

Enfant

Personne qui est âgée de moins de 18 ans et qui n'est pas un conjoint à charge au sens fiscal.

Enfant handicapé

Enfant ayant une déficience ou un trouble du développement qui le limite de façon importante dans ses activités de la vie quotidienne et dont la durée prévisible est d'au moins un an. Les activités de la vie quotidienne sont celles qu'un enfant accomplit, d'après son âge, pour prendre soin de lui-même et participer à la vie sociale. Il s'agit notamment des gestes pour se nourrir, se mouvoir, se vêtir, communiquer, apprendre, se rendre aux lieux de fréquentation nécessaire et s'y déplacer.

Famille bénéficiaire

Famille qui compte au moins un enfant pour lequel un paiement de Soutien aux enfants (PSE) a été effectué pour un mois donné.

Région

Endroit où réside le bénéficiaire. Sont considérées comme régions les 17 régions administratives du Québec. La catégorie « Hors du Québec » correspond aux autres provinces canadiennes et aux pays étrangers.

Revenu familial

Somme du revenu du bénéficiaire et de celui de son conjoint pour une année. Le revenu pris en compte dans le calcul du PSE est le revenu net au sens de la *Loi sur les impôts*. Puisque l'année du PSE s'échelonne de juillet à juin, le revenu utilisé pour le calcul du paiement des six premiers mois de l'année civile diffère de celui des six derniers mois. Ainsi, c'est le revenu net de 2010 qui a servi à établir le montant du paiement des mois de janvier à juin 2012 et celui de 2011 qui a servi au calcul du paiement des mois de juillet à décembre 2012.

Situation familiale

Structure de la famille. Celle-ci est dite *biparentale* si le bénéficiaire a un conjoint et *monoparentale* s'il n'en a pas.

Sommes versées

Ensemble des versements faits aux bénéficiaires pour une période donnée. Dans le calcul des débours, il est tenu compte des paiements rétroactifs, annulés et compensés à même les paiements du Soutien aux enfants. Il y a compensation lorsque le bénéficiaire a une dette envers la Régie des rentes du Québec. Le total des sommes versées est rajusté de façon à rendre compte des états financiers de la Régie.

[1] Cette nouvelle disposition législative est entrée en vigueur en janvier 2007.

Production des statistiques

Les statistiques sur les prestations familiales et sur le Soutien aux enfants proviennent des fichiers administratifs de la Régie. Ces derniers sont constitués et mis à jour à l'aide des renseignements que les parents fournissent au Directeur de l'état civil qui, à son tour, les fait parvenir à la Régie des rentes du Québec, ainsi que des renseignements transmis par Revenu Québec.

En général, les enfants sont inscrits dans les trois mois qui suivent leur naissance. Les statistiques officielles du mois de décembre d'une année sont donc compilées au 31 mars de l'année suivante. À cette date, 99 % des enfants dont les parents avaient droit à une aide en décembre sont inscrits.

Les statistiques sont révisées pour l'année antérieure et il est possible de tenir compte rétroactivement des enfants non inscrits. Les écarts observables entre les tableaux historiques de cette publication et ceux des publications antérieures s'expliquent ainsi.

Le fichier administratif des enfants handicapés est constitué à l'aide des renseignements recueillis par la Régie. Sa mise à jour est faite principalement au moyen de l'information obtenue directement des parents, lors d'un changement concernant le handicap de l'enfant par exemple.

La Régie peut payer rétroactivement le SEH pour une période pouvant remonter jusqu'à 11 mois avant la date de la demande si l'enfant y avait droit à ce moment. Il en est de même pour le PSE, mais la proportion d'enfants handicapés qui sont inscrits rétroactivement est beaucoup plus grande. En effet, selon le handicap de l'enfant ou la réaction des parents, un laps de temps plus ou moins long peut s'écouler avant que la demande de supplément ne soit faite. De plus, d'autres délais sont nécessaires pour que la Régie puisse évaluer si l'enfant remplit ou non les conditions d'attribution. Il y a donc toujours possibilité qu'un enfant soit inscrit pour l'année précédente.

La proportion d'enfants handicapés non inscrits lors de la production des statistiques d'une année se situe autour de 10 %. Il est donc essentiel de faire une révision des statistiques des années antérieures. Cette révision se fait pendant deux ans. Pour assurer l'uniformité dans les séries chronologiques présentées, les statistiques qui figurent dans les tableaux historiques sont donc des projections de la situation à terme pour les deux dernières années ainsi que pour l'année en cours.

L'introduction des versements simultanés en janvier 2007 pour les enfants en garde partagée influence la présentation des tableaux statistiques. Prenons l'exemple de deux parents se partageant la garde de leur enfant. À des fins statistiques, cette situation fait qu'un demi-enfant sera compté dans chacune des deux familles. Dans les tableaux statistiques, les demi-enfants sont arrondis à l'unité près et cela fait en sorte que la somme des données individuelles des enfants ne correspond pas toujours au total.

Évolution historique des programmes et des bénéficiaires

1961-1973 – L'allocation scolaire

C'est en septembre 1961, au moment de l'entrée en vigueur de la *Loi des allocations scolaires*, que le gouvernement du Québec verse les premières prestations aux parents qui ont des enfants à charge. Il accorde alors une allocation de 10 $ par mois pour les adolescents de 16 et de 17 ans qui fréquentent l'école et sont domiciliés au Québec. Les parents d'adolescents qui souffrent d'une incapacité physique ou mentale peuvent aussi bénéficier de cette allocation.

L'allocation est versée mensuellement, sauf en juillet, en août et en septembre, où elle est retenue pour être versée rétroactivement en octobre sur preuve de fréquentation scolaire. Elle complète le régime d'allocations familiales du gouvernement fédéral, qui prévoit le versement d'une prestation pour tout enfant à charge de moins de 16 ans.

L'allocation scolaire passe de 10 $ à 12 $ par mois en octobre 1973. Elle est cependant abolie en janvier 1974 en raison de l'instauration d'un nouveau programme.

1967-1973 – L'allocation familiale

En avril 1967, le Québec crée son propre programme d'allocations familiales et commence à verser une allocation semestrielle à toute famille domiciliée au Québec qui a à sa charge un enfant de moins de 16 ans. Le montant des prestations est augmenté en fonction du rang de l'enfant dans la famille, pour aider les familles nombreuses.

Le montant semestriel de ces allocations varie de 15 $ pour un enfant à 142,50 $ pour six enfants. Chacun des enfants additionnels donne droit à une majoration de 35 $. Une allocation supplémentaire de 5 $ est versée pour chaque enfant âgé de 12 à 15 ans.

Tableau 1 : Montants semestriels ($) de l'allocation familiale, selon le rang et l'âge de l'enfant, d'avril 1967 à décembre 1973

	Montants semestriels					
	1er $	2e $	3e $	4e $	5e $	6e et + $
0-11 ans	15	17,50	20	25	30	35
12-15 ans	20	22,50	25	30	35	40

1974-1997 – Le Régime des allocations familiales du Québec

En janvier 1974, un nouveau programme, appelé *Régime des allocations familiales du Québec*, entre en vigueur. Il remplace les allocations scolaires de 1961 et l'allocation familiale de 1967. Ce régime prévoit le versement d'une allocation mensuelle à la mère de tout enfant célibataire de moins de 18 ans qui est réputé avoir sa résidence principale au Québec. À défaut de la mère, l'allocation est accordée au père de cet enfant ou, s'il y consent, à sa conjointe. À défaut de la mère et du père, et sauf disposition contraire aux règlements, l'allocation est accordée à la personne qui subvient aux besoins de l'enfant. En 1979, l'application d'une disposition de la *Loi sur la refonte des lois et des règlements* entraîne la modification de l'appellation *Régime des allocations familiales du Québec*, qui devient *Loi sur les allocations familiales*.

Le 1er mai 1977, l'allocation versée par le Québec pour chaque enfant est augmentée de 27 %. Essentiellement, cette mesure concrétise une décision annoncée par le ministre des Finances dans le discours du budget, à savoir la redistribution par les allocations familiales d'une somme de 30 millions de dollars provenant d'une taxe de vente sur les vêtements d'enfants.

1980-2004 – L'allocation pour enfant handicapé

À partir du 1er janvier 1980, la Loi prévoit l'ajout d'une allocation pour tout enfant atteint d'une déficience significative et permanente sur le plan moteur, visuel, auditif ou mental et dont la condition nécessite la mise en place de mesures spécialisées en matière de réadaptation et de scolarisation. Le montant de l'allocation pour enfant handicapé est alors fixé à 60 $ par mois. Les objectifs de cette allocation sont d'encourager la garde à domicile de l'enfant handicapé et d'alléger le fardeau financier qui incombe aux parents en raison des soins qu'exige un tel enfant. Cette allocation est payable à la personne qui reçoit l'allocation familiale et pourvoit aux besoins de l'enfant.

Tableau 2 :Montants mensuels de l'allocation familiale, de janvier 1974 à août 1997

	Montants mensuels			
Année	1er enfant $	2e enfant $	3e enfant $	4e enfant et suivants $
1974	3,00	4,00	5,00	6,00
1975	3,31	4,42	5,52	6,62
1976	3,68	4,92	6,14	7,36
1977	3,98	5,32	6,64	7,96
1977 (mai)	5,05	6,76	8,43	10,11
1978	5,43	7,27	9,06	10,87
1979	5,92	7,92	9,88	11,85
1980	6,45	8,63	10,77	12,92
1981	7,09	9,48	11,84	14,20
1982	7,09	9,48	11,84	14,20
1983	7,52	10,05	12,55	15,05
1984	7,90	10,55	13,18	15,80
1985	7,90	10,55	13,18	15,80
1986	8,22	10,97	13,71	16,43
1987	8,56	11,42	14,27	17,10
1988	8,94	11,92	14,90	17,85
1989	9,31	12,41	15,51	18,58
1990	9,77	13,02	16,27	19,49
1991	10,24	13,64	17,05	20,43
1992	10,70	14,25	17,82	21,35
1993 à 1997	10,91	14,54	18,18	21,78

En janvier 1982, une modification au *Règlement sur l'allocation pour enfant handicapé* introduit deux nouvelles catégories d'enfants handicapés : l'enfant atteint d'une psychopathie comme l'autisme et l'enfant atteint d'une maladie chronique, notamment l'épilepsie sévère, la fibrose kystique ou l'insuffisance rénale. Le Règlement modifie par la même occasion la définition de *handicap auditif*.

À partir de mai 1988, l'allocation pour enfant handicapé, qui auparavant n'était versée qu'à compter du mois de la réception de la demande, peut être accordée pour une période pouvant remonter jusqu'à 11 mois avant la date de la demande.

En février 2000, une révision complète du *Règlement sur l'allocation pour enfant handicapé* redéfinit l'enfant handicapé comme celui ayant une déficience ou un trouble du développement qui le limite de façon importante dans ses activités de la vie quotidienne et dont la durée prévisible est d'au moins un an. La notion de permanence est donc abandonnée ainsi que l'obligation de mettre en place des mesures spécialisées. Le Règlement précise maintenant, pour 16 catégories de handicaps, les cas présumés de handicap important, les autres cas étant analysés selon d'autres critères.

Tableau 3 : Montant mensuel de l'allocation pour enfant handicapé, de mai 1980 à décembre 2004

Année	Montant mensuel $
1980	60,00
1981	65,94
1982	74,05
1983	82,34
1984	86,46
1985	86,46
1986	89,92
1987	93,61
1988	97,73
1989	101,74
1990	106,73
1991	111,85
1992	116,88
1993 à 2004	119,22

1988-2002 – L'allocation à la naissance

Le 1er mai 1988, une nouvelle allocation s'ajoute à l'allocation familiale de base : l'allocation à la naissance. Elle consiste en un paiement forfaitaire de 500 $ pour la naissance d'un premier ou d'un deuxième enfant d'une famille et en une allocation trimestrielle de 375 $ payable jusqu'à l'âge de 2 ans pour la naissance d'un troisième enfant ou de tout enfant additionnel. L'adoption donne également droit à cette allocation si l'enfant est placé dans la famille avant l'âge de 2 ans.

Le 1er mai 1989, une nouvelle disposition prévoit le versement d'une somme additionnelle de 500 $ pour le deuxième enfant à son premier anniversaire de naissance ou d'adoption s'il a été adopté avant l'âge de 2 ans. L'allocation à la naissance pour le troisième enfant et chaque enfant additionnel est prolongée jusqu'à ce que l'enfant atteigne l'âge de 3 ans. L'allocation maximale passe ainsi de 3 000 $ à 4 500 $. Le versement de l'allocation est de nouveau prolongé jusqu'à l'âge de 4 ans en 1990, puis jusqu'à 5 ans en 1991, pour un maximum de 7 500 $. En mai 1992, l'allocation trimestrielle passe de 375 $ à 400 $ pour un maximum de 8 000 $ en 5 ans. Au même moment, les conditions d'attribution des allocations de 500 $ et de 1 000 $ en cas d'adoption sont assouplies. Tous les parents qui adoptent un premier ou un deuxième enfant peuvent alors bénéficier de ces prestations s'ils ont pris l'enfant en charge avant l'âge de 5 ans.

En décembre 1993, des modifications sont apportées aux conditions d'attribution des allocations pour un deuxième enfant ou un enfant additionnel. Ainsi, à partir de cette date, si un enfant change de rang dans la famille à la suite du décès d'un aîné ou s'il décède lui-même pendant la période de deux mois qui précède la date prévue du versement d'une allocation (deuxième versement de 500 $ ou versement trimestriel), la famille conserve son droit à ce versement.

L'allocation à la naissance est abolie en septembre 1997 lors de l'entrée en vigueur de la *Loi sur les prestations familiales*. Cependant, le droit à l'allocation est maintenu pour tout enfant né avant le 1er octobre 1997 et ce, jusqu'à son cinquième anniversaire. Les derniers paiements d'allocation à la naissance ont été faits pour le trimestre qui a débuté en juillet 2002.

Tableau 4 : Bénéficiaires, sommes versées et paramètres de l'allocation à la naissance, de mai 1988 à décembre 2002

				Montants annuels			
				1er enfant	2e enfant	3e enfant et suivants	
Année	Nombre de familles[3]	Nombre d'enfants[3]	Sommes versées K$	$	$	Par trimestre et par enfant $	Maximum par enfant $
1988[1]	74 350	76 384	47 688,7	500	500	375	3 000
1989	136 329	141 473	100 454,8	500	1 000	375	4 500
1990	166 563	175 933	136 082,8	500	1 000	375	6 000
1991	181 045	194 165	162 946,8	500	1 000	375	7 500
1992	185 112	199 801	177 168,8	500	1 000	400	8 000
1993	185 172	200 566	182 326,1	500	1 000	400	8 000
1994	184 520	200 490	186 361,5	500	1 000	400	8 000
1995	182 534	198 771	184 107,4	500	1 000	400	8 000
1996	177 556	193 573	189 461,0	500	1 000	400	8 000
1997[2]	162 218	177 184	177 309,5	500	1 000	400	8 000
1998	89 545	98 739	119 618,3	-	-	-	-
1999	52 040	57 210	80 139,3	-	-	-	-
2000	37 553	39 817	53 106,4	-	-	-	-
2001	25 233	25 966	28 124,9	-	-	-	-
2002	10 450	10 574	5 912,5	-	-	-	-

1. Mesure instaurée en mai 1988.
2. Mesure abrogée en septembre 1997 avec maintien des droits acquis.
3. Données de décembre.

1989-1997 – L'allocation pour jeune enfant

En janvier 1989, une nouvelle allocation est accordée pour tout enfant âgé de moins de six ans. Il s'agit de l'allocation pour jeune enfant. Elle remplace l'allocation de disponibilité instaurée en 1981 et administrée par le ministère du Revenu. Cette dernière était versée annuellement à toute personne bénéficiaire d'allocations familiales ayant à sa charge un ou plusieurs enfants de moins de six ans et qui en faisait la demande en produisant une déclaration de revenus.

Au moment où l'allocation de disponibilité a été versée pour la première fois, une famille avait droit à 300 $ pour le premier enfant de moins de 6 ans, à 200 $ pour le deuxième enfant et à 100 $ pour chacun des enfants suivants. En 1988, la dernière année où l'allocation de disponibilité a été versée, les sommes auxquelles une famille avait droit étaient réparties de la façon suivante : 100 $ pour le premier enfant de moins de 6 ans, 200 $ pour le deuxième et 500 $ pour chacun des enfants suivants.

L'allocation pour jeune enfant consiste en une prestation mensuelle pour tout enfant de moins de six ans qui donne droit à l'allocation familiale. Le montant de la prestation est déterminé d'après le rang que l'enfant occupe dans la famille parmi tous les enfants de moins de 18 ans et non plus seulement parmi les enfants de moins de 6 ans. Les sommes sont versées sous forme de supplément à l'allocation familiale mensuelle. Le premier enfant donne droit à 8,34 $ par mois, soit 100 $ par année; le deuxième, à 16,67 $, soit 200 $ par année, et chaque enfant additionnel de moins de 6 ans, à 41,67 $, soit 500 $ par année.

Toujours en 1989, la *Loi sur les allocations familiales* devient la *Loi sur les allocations d'aide aux familles*. Ainsi, le nom de la nouvelle loi inclut les quatre catégories d'aide offertes, soit l'allocation familiale, l'allocation pour enfant handicapé, l'allocation à la naissance et l'allocation pour jeune enfant.

Tableau 5 : Bénéficiaires, sommes versées et paramètres de l'allocation pour jeune enfant, de janvier 1989 à août 1997

				Montants mensuels		
Année	Nombre de familles[2]	Nombre d'enfants[2]	Sommes versées K$	1er enfant $	2e enfant $	3e enfant et suivants $
1989	396 747	520 655	106 067,5	8,34	16,67	41,67
1990	401 048	530 413	111 301,7	8,75	17,49	43,71
1991	406 379	541 988	118 165,5	9,17	18,33	45,81
1992	411 353	553 420	126 167,2	9,58	19,15	47,87
1993	415 510	562 097	132 437,7	9,77	19,53	48,83
1994	417 348	565 439	135 321,5	9,77	19,53	48,83
1995	415 118	561 238	136 191,3	9,77	19,53	48,83
1996	405 864	546 111	135 939,0	9,77	19,53	48,83
1997[1]	-	-	93 322,3	9,77	19,53	48,83

1. Mesure abrogée en septembre 1997.
2. Données de décembre.

Tableau 6 : Paramètres des prestations familiales, de septembre 1997 à décembre 2004

	Allocation annuelle maximale			Seuils de réduction			Taux de réduction			Allocation annuelle minimale[2]		
	1er enfant[1] $	2e enfant $	3e enfant et suivants $	1er seuil $	2e seuil $	3e seuil $	1er taux %	2e taux %	3e taux %	1er enfant $	2e enfant $	3e enfant et suivants $
Famille biparentale												
Septembre 1997	975	975	398	21 825	25 921	-	30	50	-	131	174	398
Juillet 1998	975	975	975	21 825	25 921	-	30	50	-	131	174	975
Août 1999	795	795	795	21 825	-	-	25	-	-	131	174	975
Août 2000 à décembre 2004	625	625	625	21 825	-	-	25	-	-	80	80	975
Famille monoparentale												
Septembre 1997	2 275	975	398	15 332	20 921	25 921	50	30	50	131	174	398
Juillet 1998	2 275	975	975	15 332	20 921	25 921	50	30	50	131	174	975
Août 1999	2 095	795	795	15 332	20 921	-	35	25	-	131	174	975
Août 2000 à décembre 2004	1 925	625	625	15 332	21 214	-	35	25	-	80	80	975

1. Inclut le supplément de 1 300 $ pour les familles monoparentales.
2. L'allocation annuelle minimale est réduite de 5 $ pour chaque tranche de 100 $ de revenu excédant 50 000 $ (taux de réduction de 5 %).

1997-2004 – Les prestations familiales

En septembre 1997, la *Loi sur les allocations d'aide aux familles* est abolie pour faire place à la *Loi sur les prestations familiales*. Plusieurs changements sont apportés : l'allocation familiale varie désormais selon le revenu familial (allocation sélective), alors qu'elle était jusqu'à ce jour universelle; l'allocation à la naissance et l'allocation pour jeune enfant sont abolies. Toutefois, les droits acquis en vertu de la *Loi sur les allocations d'aide aux familles* sont maintenus pour les enfants nés au plus tard le 30 septembre 1997. Par exemple, une famille dont le troisième enfant est né le 30 septembre 1997 conserve son droit à l'allocation à la naissance jusqu'au cinquième anniversaire de l'enfant. Pour ce qui est de l'allocation pour enfant handicapé, elle continue d'être versée en même temps que la nouvelle allocation familiale.

La nouvelle allocation familiale est déterminée en fonction de la situation familiale, du nombre d'enfants et du revenu familial net de l'année précédente. Le montant est établi pour une période de 12 mois débutant le 1er juillet.

L'allocation maximale est fixée en 1997 à 975 $ par année pour un premier enfant, à 975 $ pour un deuxième enfant et à 398 $ pour un troisième enfant et chaque enfant additionnel. Les familles monoparentales ont droit à un supplément de 1 300 $ par année. L'allocation maximale est réduite lorsque le revenu familial excède 21 825 $ pour une famille biparentale ou 15 332 $ pour une famille monoparentale. Les taux de réduction de l'allocation maximale sont de 50 % de 15 332 $ à 20 921 $[3], de 30 % jusqu'à 25 921 $[4], puis de 50 % jusqu'à 50 000 $. L'allocation maximale ne peut toutefois être réduite en deçà d'un certain seuil pour les familles qui ont un revenu de moins de 50 000 $. L'allocation minimale est de 131 $ par année pour un premier enfant, de 174 $ pour un deuxième enfant et de 398 $ pour un troisième enfant et chaque enfant additionnel. Elle est réduite à un taux de 5 % jusqu'à réduction complète pour les familles qui ont un revenu de 50 000 $ ou plus.

En raison des modifications apportées au programme d'allocation familiale en 1997, l'allocation familiale vise désormais à couvrir les besoins essentiels des enfants de moins de 18 ans des familles à faible revenu, en tenant compte de la prestation fiscale canadienne pour enfants.

La situation actuelle – Le Soutien aux enfants

Le crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants (CIRSE) est entré en vigueur en janvier 2005. Il fait suite au *Discours sur le budget 2004-2005*.

Le CIRSE a remplacé le programme des prestations familiales, le crédit d'impôt non remboursable pour enfant mineur à charge et la réduction d'impôt à l'égard de la famille. En 2011, le CIRSE a été renommé Soutien aux enfants. Cette mesure comprend le paiement de Soutien aux enfants (PSE) et le supplément pour enfant handicapé (SEH), et s'adresse à toutes les familles québécoises ayant des enfants âgés de moins de 18 ans.

En janvier 2007, un changement a été apporté dans le versement des prestations pour les familles ayant un ou des enfants en garde partagée. L'aide est désormais divisée en deux et versée simultanément aux deux parents qui se partagent la garde d'un ou de plusieurs enfants, alors qu'auparavant ils la recevaient en alternance tous les six mois.

Le PSE

Le PSE varie selon le revenu familial, la situation familiale et le nombre d'enfants dans la famille.

Pour l'année 2012, le montant maximal payable à une famille est obtenu par l'addition d'un crédit de 2 263 $ pour le premier enfant, de 1 131 $ pour chacun des deuxième et troisième enfants, et de 1 696 $ pour chacun des enfants suivants. Un crédit de 793 $ s'ajoute s'il s'agit d'une famille monoparentale. Ce crédit total maximal est réduit de 4 $ pour chaque tranche de 100 $ (taux de réduction de 4 %) de revenu familial excédant 45 152 $ (32 856 $ pour une famille monoparentale), jusqu'à concurrence des sommes correspondant aux anciens crédits d'impôt non remboursables pour enfants mineurs à charge, soit 635 $ pour le premier enfant, 586 $ pour chacun des autres enfants et un supplément de 317 $ pour une famille monoparentale.

3. Le seuil étant fixé à 21 825 $ pour les familles biparentales, l'allocation commence à être réduite à un taux de 30 %.
4. Le seuil de 25 921 $ augmente de 1 231 $ par enfant pour les familles de quatre enfants ou plus.

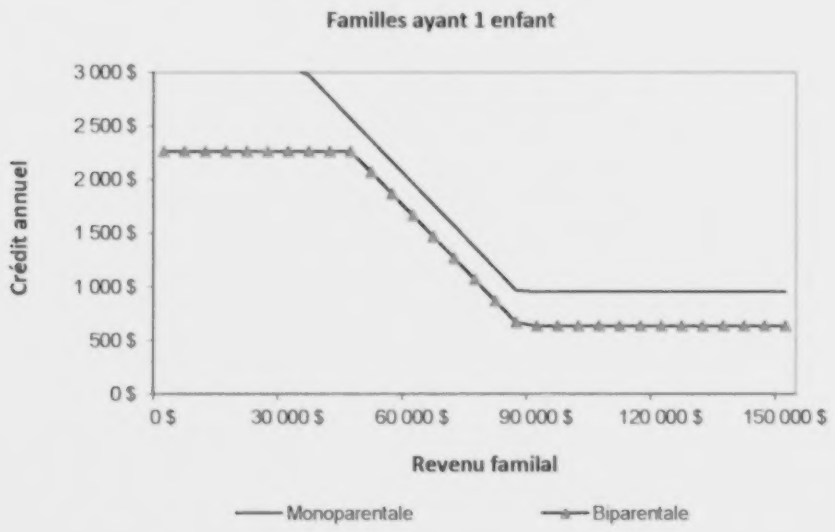
Tableau 7 : Paramètres du PSE, de 2005 à 2013

	Maximum par année					Minimum par année			Seuils de réduction		
Année	Suppl. mono-parental $	1er enfant $	2e enfant $	3e enfant $	4e enfant et + $	Suppl. mono-parental $	1er enfant $	2e enfant et + $	Famille biparentale $	Famille monoparentale $	Taux de réduction %
2005	700	2 000	1 000	1 000	1 500	280	561	517	42 800	31 600	4
2006	717	2 049	1 024	1 024	1 536	287	575	530	43 094	31 680	4
2007	732	2 091	1 045	1 045	1 567	293	587	541	43 437	31 832	4
2008	741	2 116	1 058	1 058	1 586	297	594	548	43 654	31 984	4
2009	758	2 166	1 083	1 083	1 623	304	608	561	44 599	32 696	4
2010	762	2 176	1 088	1 088	1 631	305	611	564	44 788	32 856	4
2011	772	2 204	1 102	1 102	1 652	309	619	571	44 788	32 856	4
2012	793	2 263	1 131	1 131	1 696	317	635	586	45 152	32 856	4
2013	813	2 319	1 159	1 159	1 739	325	651	601	46 251	33 608	4

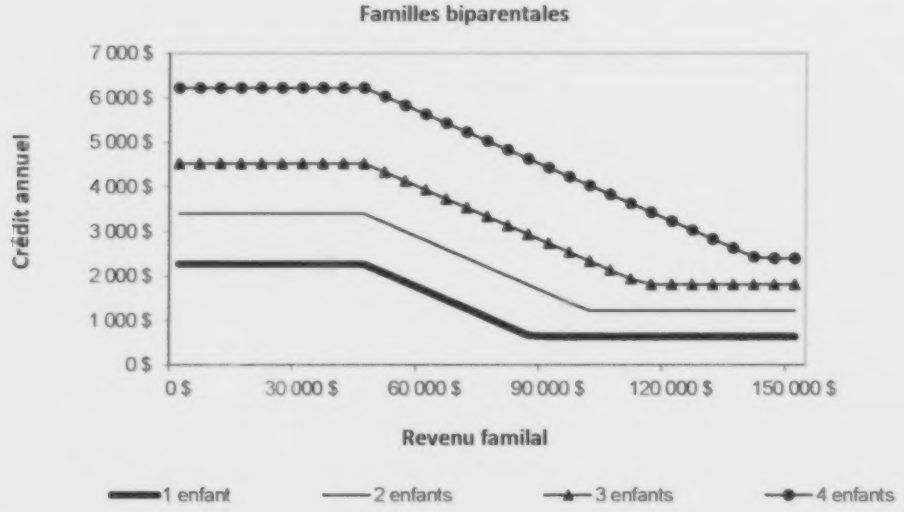
Tableau 8 : Exemples de montants annuels du PSE, selon le revenu et la situation familiale – 2012

	Situation familiale							
	Famille biparentale				Famille monoparentale			
Revenu familial	1 enfant $	2 enfants $	3 enfants $	4 enfants $	1 enfant $	2 enfants $	3 enfants $	4 enfants $
Moins de 30 000 $	2 263	3 394	4 525	6 221	3 056	4 187	5 318	7 014
30 000 $	2 263	3 394	4 525	6 221	3 056	4 187	5 318	7 014
40 000 $	2 263	3 394	4 525	6 221	2 770	3 901	5 032	6 728
50 000 $	2 069	3 200	4 331	6 027	2 370	3 501	4 632	6 328
60 000 $	1 669	2 800	3 931	5 627	1 970	3 101	4 232	5 928
70 000 $	1 269	2 400	3 531	5 227	1 570	2 701	3 832	5 528
80 000 $	869	2 000	3 131	4 827	1 170	2 301	3 432	5 128
90 000 $	635	1 600	2 731	4 427	952	1 901	3 032	4 728
100 000 $	635	1 221	2 331	4 027	952	1 538	2 632	4 328
125 000 $	635	1 221	1 807	3 027	952	1 538	2 124	3 328
150 000 $	635	1 221	1 807	2 393	952	1 538	2 124	2 710
175 000 $	635	1 221	1 807	2 393	952	1 538	2 124	2 710
200 000 $	635	1 221	1 807	2 393	952	1 538	2 124	2 710

Graphique 1 : Structure du programme - Illustration du PSE versé, selon le revenu et la situation familiale en 2012



Graphique 2 : Structure du programme - Illustration du PSE versé, selon le revenu et le nombre d'enfants dans la famille en 2012



Le SEH

Le SEH remplace l'allocation pour enfant handicapé depuis janvier 2005. Ce supplément est une somme uniforme versée aux parents de chaque enfant admissible au PSE et reconnu handicapé. L'enfant est reconnu comme tel s'il est limité de façon importante dans ses activités quotidiennes pour une période prévisible d'au moins un an.

Le SEH s'ajoute au PSE. Les parents cessent d'avoir droit au SEH lorsque l'enfant n'est plus reconnu handicapé, lorsqu'il atteint 18 ans ou lorsque la famille perd son droit au PSE.

Le SEH a été augmenté en janvier 2006 par l'intégration du crédit d'impôt non remboursable pour enfant à charge ayant une déficience. Cela fait suite au *Discours sur le budget 2005-2006*. La majoration est de 450 $ (20 % de 2 250 $) par année par enfant, soit 37,50 $ par mois. Cette majoration, ajoutée à l'indexation annuelle au coût de la vie, a fait passer la valeur du supplément de 121 $ en 2005 à 161,50 $ en 2006.

En 2012, le montant mensuel du SEH a été augmenté à 179 $ en raison de l'indexation.

Tableau 9 : Montants mensuels et annuels du SEH, de 2005 à 2013

Année	Montant mensuel $	Montant annuel $
2005	121,00	1 452,00
2006[1]	161,50	1 938,00
2007	165,00	1 980,00
2008	167,00	2 004,00
2009	171,00	2 052,00
2010	172,00	2 064,00
2011	174,00	2 088,00
2012	179,00	2 148,00
2013	183,00	2 196,00

1. Intégration en janvier 2006 du crédit d'impôt non remboursable pour l'enfant à charge ayant une déficience.

Les dispositions administratives

Indexation annuelle

Les paramètres du Soutien aux enfants (montants minimal et maximal, suppléments pour famille monoparentale) sont indexés chaque année selon le taux d'indexation utilisé dans le régime fiscal. Le taux d'indexation pour 2012 a été de 2,66 %. Les seuils de réduction des montants maximaux sont revalorisés chaque année pour s'harmoniser avec les seuils de sortie de la prime au travail.

Mode de paiement

Le Soutien aux enfants est versé par anticipation sur une base trimestrielle en janvier, en avril, en juillet et en octobre, à moins que le bénéficiaire ne demande à le recevoir sur une base mensuelle. En décembre 2012, 26 % des familles bénéficiaires avaient opté pour le versement mensuel.

Le bénéficiaire a aussi le choix de recevoir ses paiements par la poste ou par dépôt direct dans un établissement financier. En décembre 2012, 73 % des familles bénéficiaires avaient choisi le dépôt direct.

Le Soutien aux enfants peut également être rétroactif et couvrir jusqu'à 11 mois précédant la demande. Il se termine le mois où l'enfant atteint l'âge de 18 ans, s'il a conservé son droit au paiement jusqu'à cette date. Pour que les parents aient droit au Soutien aux enfants pour un mois donné, un enfant doit satisfaire aux conditions d'attribution le dernier jour du mois en question.

Administration

L'administration du Soutien aux enfants relève de la ministre de la Famille. La Régie effectue le versement du Soutien aux enfants pour le compte du ministre du Revenu. Elle doit produire au plus tard le 30 juin de chaque année un rapport d'activité pour l'année financière précédente; la ministre de la Famille doit déposer ce rapport à l'Assemblée nationale.

Toute personne qui désire recevoir le Soutien aux enfants doit en faire la demande à la Régie suivant les modalités prévues au *Règlement sur les prestations familiales*. Jusqu'en janvier 2007, la Régie considérait qu'une demande de prestation fiscale pour enfants adressée au gouvernement fédéral équivalait à une demande de PSE. L'Agence du revenu du Canada fournissait les renseignements nécessaires à la Régie si l'enfant était réputé avoir sa résidence au Québec.

Depuis janvier 2007, les parents doivent aviser directement la Régie de tout changement à la situation familiale à l'exception d'une naissance au Québec. Dans ce cas, la déclaration au Directeur de l'état civil génère une inscription automatique à la Régie.

En ce qui concerne le SEH, une demande doit être adressée directement à la Régie.

Financement

Les sommes requises pour le Soutien aux enfants sont prises à même les recettes fiscales perçues en vertu de la *Loi sur les impôts*.

Imposition du Soutien aux enfants

Les sommes reçues pour le PSE et le SEH sont par définition non imposables, puisqu'elles constituent un crédit d'impôt remboursable.

Tableau 10 : Nombre de familles bénéficiaires et d'enfants, et sommes versées, par type d'allocation, de 1974 à 2012

	Allocation familiale (AF)			Allocation pour enfant handicapé (AEH)			Sous-total (AF+AEH)	Total des sommes versées	Moyenne par famille
Année	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées K$	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées K$	Sommes versées K$	K$	$
1974	922 459	1 985 309	92 292,4	s. o.	s. o.	s. o.	92 292,4	**92 292,4**	100
1975	942 155	1 972 520	100 990,9	s. o.	s. o.	s. o.	100 990,9	**100 990,9**	107
1976	955 683	1 937 200	110 427,4	s. o.	s. o.	s. o.	110 427,4	**110 427,4**	116
1977	958 269	1 885 747	135 568,3	s. o.	s. o.	s. o.	135 568,3	**135 568,3**	141
1978	959 894	1 839 932	151 423,8	s. o.	s. o.	s. o.	151 423,8	**151 423,8**	158
1979	961 376	1 800 895	159 400,2	s. o.	s. o.	s. o.	159 400,2	**159 400,2**	166
1980	961 545	1 765 643	168 749,4	4 817[1]	4 966	3 879,3	172 628,7	**172 628,7**	180
1981	958 913	1 732 854	180 510,1	5 723	5 910	5 621,6	186 131,7	**186 131,7**	194
1982	953 149	1 697 645	176 069,6	9 302	9 625	8 082,5	184 152,1	**184 152,1**	193
1983	943 799	1 665 811	181 717,9	10 655	11 025	10 841,4	192 559,3	**192 559,3**	204
1984	937 897	1 645 424	187 328,6	12 097	12 516	13 009,9	200 338,5	**200 338,5**	214
1985	936 000	1 633 761	185 107,1	13 724	14 208	14 537,9	199 645,0	**199 645,0**	213
1986	935 821	1 625 412	191 203,7	14 974	15 548	17 079,6	208 283,3	**208 283,3**	223
1987	934 894	1 616 961	197 653,7	16 284	16 924	19 057,1	216 710,8	**216 710,8**	232
1988	938 908	1 619 106	205 179,6	20 168	21 064	21 646,4	226 826,0	**274 514,7**[2]	292
1989	943 045	1 624 738	213 726,6	22 426	23 516	27 068,2	240 794,8	**447 317,1**[3]	474
1990	953 189	1 642 208	225 888,5	25 619	27 057	33 294,7	259 183,2	**506 567,1**[3]	531
1991	962 400	1 657 643	239 768,0	28 954	30 797	38 614,1	278 382,1	**559 494,4**[3]	581
1992	968 532	1 668 391	254 482,8	31 329	33 489	46 269,0	300 751,8	**604 087,8**[3]	624
1993	969 445	1 670 895	258 537,5	30 968	33 017	49 625,5	308 163,0	**622 926,8**[3]	643
1994	967 858	1 670 011	258 792,7	27 568	28 994	45 099,6	303 892,3	**625 575,3**[3]	646
1995	963 361	1 664 019	258 031,7	24 831	26 006	38 509,8	296 541,5	**616 840,2**[3]	640
1996	953 791	1 650 338	257 908,2	23 509	24 569	36 321,1	294 229,3	**619 629,3**[3]	650
1997	680 017[4]	1 200 262[4]	413 181,5[4]	22 993	24 024	35 001,6	448 183,1	**718 814,9**[3]	1 057
1998	660 939	1 179 947	778 142,6	23 273	24 407	34 272,2	812 414,8	**932 033,1**[3]	1 410
1999	629 815	1 125 985	762 143,6	24 066	25 301	35 248,5	797 392,1	**877 531,4**[3]	1 393
2000	586 953	1 047 699	632 492,3	24 772	26 098	37 043,1	669 535,4	**722 641,8**[3]	1 231
2001	554 007	989 020	541 984,1	25 286	26 694	38 202,5	580 186,6	**608 311,5**[3]	1 098
2002	538 660	959 313	516 817,2	25 819	27 336	38 296,1	555 113,3	**561 025,8**[3]	1 042
2003	516 230	918 470	496 458,7	26 918	28 586	39 688,3	536 147,0	**536 147,0**	1 039
2004	503 520	893 280	480 943,9	28 122	29 974	42 332,1	523 276,0	**523 276,0**	1 039
	Paiement de Soutien aux enfants (PSE)			Supplément pour enfant handicapé (SEH)				Sous-total (PSE+SEH)	
2005	873 108	1 494 566[5]	1 973 541,2	29 585	31 541	41 819,1	2 015 360,3	**2 029 711,1**[7]	2 325
2006	874 996	1 494 661	2 036 803,4	30 803	32 883	61 706,1	2 098 509,5	**2 102 015,3**[7]	2 402
2007	886 336	1 486 998	2 054 879,8	31 978	33 631	65 532,2	2 120 412,0	**2 121 587,4**[7]	2 394
2008	887 085	1 487 599	2 041 462,2	33 027	34 702	68 217,3	2 109 679,5	**2 109 936,3**[7]	2 379
2009	884 169	1 475 338	2 062 689,2	33 968	35 654	72 559,2	2 135 248,3	**2 135 599,6**[7]	2 415
2010	882 423	1 473 675	2 049 741,3	34 710[6]	36 300[6]	74 391,7	2 124 133,0	**2 124 238,5**[7]	2 407
2011	882 540[6]	1 479 843[6]	2 053 341,6	35 550[6]	37 140[6]	77 553,9	2 130 895,5	**2 130 940,1**[7]	2 415
2012	879 840[6]	1 477 691[6]	2 085 908,6	37 230[6]	38 940[6]	79 672,7	2 165 581,3	**2 165 619,9**[7]	2 461

1. Estimation.
2. Comprend les sommes versées pour l'allocation à la naissance (voir le détail au tableau 4).
3. Comprend les sommes versées pour l'allocation à la naissance et l'allocation pour jeune enfant (voir le détail aux tableaux 4 et 5).
4. Le nouveau programme des prestations familiales a débuté en septembre 1997.
5. L'augmentation du nombre d'enfants inscrits en 2005 est due au passage d'un programme sélectif, soit l'ancien Programme d'allocation familiale, à un programme universel, le paiement de Soutien aux enfants.
6. Données projetées.
7. Comprend les sommes versées rétroactivement au cours de l'année en vertu de l'ancienne *Loi sur les prestations familiales* (allocation familiale ou allocation pour enfant handicapé).

Tableau 11 : Évolution du nombre d'enfants, selon le sexe, et nombre moyen d'enfants par famille, de 1974 à 2012

	Allocation familiale				Allocation pour enfant handicapé			
Année	Garçons	Filles	Garçons et filles	Nombre moyen d'enfants	Garçons	Filles	Garçons et filles	Nombre moyen d'enfants
1974	1 024 419	960 890	1 985 309	2,15	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1975	1 017 820	954 700	1 972 520	2,09	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1976	1 001 532	935 668	1 937 200	2,03	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1977	974 931	910 816	1 885 747	1,97	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1978	951 245	888 687	1 839 932	1,92	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1979	931 063	869 832	1 800 895	1,87	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1980	914 603	851 040	1 765 643	1,84	2 791	2 175	4 966	1,03
1981	897 618	835 236	1 732 854	1,81	3 323	2 587	5 910	1,03
1982	879 380	818 265	1 697 645	1,78	5 452	4 173	9 625	1,03
1983	862 890	802 921	1 665 811	1,77	6 250	4 775	11 025	1,03
1984	853 975	791 449	1 645 424	1,75	7 097	5 419	12 516	1,03
1985	848 949	784 812	1 633 761	1,75	8 113	6 095	14 208	1,04
1986	844 481	780 931	1 625 412	1,74	8 937	6 611	15 548	1,04
1987	840 374	776 587	1 616 961	1,73	9 722	7 202	16 924	1,04
1988	837 434	781 672	1 619 106	1,72	12 173	8 891	21 064	1,04
1989	839 971	784 767	1 624 738	1,72	13 688	9 828	23 516	1,05
1990	847 997	794 211	1 642 208	1,72	15 886	11 171	27 057	1,06
1991	853 901	803 742	1 657 643	1,72	18 220	12 577	30 797	1,06
1992	859 217	809 174	1 668 391	1,72	19 962	13 527	33 489	1,07
1993	860 352	810 543	1 670 895	1,72	19 611	13 406	33 017	1,07
1994	859 513	810 498	1 670 011	1,73	17 217	11 777	28 994	1,05
1995	855 685	808 334	1 664 019	1,73	15 289	10 717	26 006	1,05
1996	848 004	802 334	1 650 338	1,73	14 469	10 100	24 569	1,05
1997 [1]	616 668	583 594	1 200 262	1,77	14 224	9 800	24 024	1,04
1998	605 822	574 125	1 179 947	1,79	14 543	9 864	24 407	1,05
1999	577 624	548 361	1 125 985	1,79	15 203	10 098	25 301	1,05
2000	537 651	510 048	1 047 699	1,78	15 832	10 266	26 098	1,05
2001	506 378	482 642	989 020	1,79	16 344	10 350	26 694	1,06
2002	491 360	467 953	959 313	1,78	16 880	10 456	27 336	1,06
2003	471 130	447 340	918 470	1,78	17 905	10 681	28 586	1,06
2004	458 208	435 072	893 280	1,77	19 053	10 921	29 974	1,07
	Paiement de Soutien aux enfants				Supplément pour enfant handicapé			
2005	764 144	730 422	1 494 566	1,71	20 306	11 235	31 541	1,07
2006	763 584	731 077	1 494 661	1,71	21 408	11 475	32 883	1,07
2007	759 428	727 570	1 486 998	1,68	22 100	11 531	33 631	1,05
2008	759 749	727 850	1 487 599	1,68	22 971	11 731	34 702	1,05
2009	753 473	721 865	1 475 338	1,67	23 708	11 946	35 654	1,05
2010	752 431	721 244	1 473 675	1,67	24 229 [2]	12 071 [2]	36 300 [2]	1,05
2011	755 924 [2]	723 919 [2]	1 479 843 [2]	1,68	24 811 [2]	12 329 [2]	37 140 [2]	1,04
2012	754 825 [2]	722 866 [2]	1 477 691 [2]	1,68	26 080 [2]	12 860 [2]	38 940 [2]	1,05

1. Le nouveau programme des prestations familiales a débuté en septembre 1997.

2. Données projetées.

La baisse du nombre moyen d'enfants par famille en 2007 est due à l'augmentation du nombre de familles. En effet, depuis janvier 2007, les familles ayant un ou des enfants en garde partagée comptent pour deux familles distinctes.

Tableau 12 : Évolution quinquennale du nombre d'enfants dont la famille reçoit l'allocation de base, selon l'âge de l'enfant, de 1975 à 2012

Âge de l'enfant	1975	1980	1985	1990	1995	2000[1]	2005	2010	2012[2]
Moins de 1 an	86 634	94 788	84 054	96 523	87 156	47 856	73 944	85 970	83 940
1 an	89 535	97 636	87 724	91 036	89 891	50 947	72 374	87 870	87 420
2 ans	88 084	93 513	87 418	86 306	92 324	52 481	72 790	87 280	88 280
3 ans	87 042	93 992	90 328	83 843	96 500	54 792	72 439	84 640	89 660
4 ans	92 544	92 965	94 401	85 559	97 419	58 523	73 807	81 760	89 170
5 ans	94 209	92 123	95 863	87 146	97 948	60 530	72 702	77 800	86 040
6 ans	95 922	88 252	97 142	89 350	92 286	61 816	73 904	75 230	83 050
7 ans	96 904	86 660	93 143	88 839	87 666	62 814	76 418	75 250	78 560
8 ans	100 034	85 279	93 343	91 842	85 183	65 153	80 655	74 610	76 440
9 ans	108 101	90 475	92 564	95 908	86 929	65 990	85 330	75 710	76 130
10 ans	118 850	92 273	91 481	97 262	88 597	66 101	88 249	74 560	75 330
11 ans	126 570	93 745	87 871	98 436	90 679	62 519	90 467	75 570	76 400
12 ans	129 321	94 870	86 141	94 495	90 097	58 565	92 570	78 010	75 500
13 ans	130 672	97 965	84 786	94 605	93 016	56 430	95 967	81 560	76 180
14 ans	131 876	105 860	89 750	93 574	96 805	56 227	96 965	86 110	78 600
15 ans	133 119	116 064	91 490	92 457	97 958	56 141	97 411	88 730	81 840
16 ans	134 341	123 688	92 834	88 626	98 946	55 963	91 886	90 840	86 410
17 ans	128 762	125 495	93 428	86 401	94 619	54 851	86 688	92 175	88 741
Total	**1 972 520**	**1 765 643**	**1 633 761**	**1 642 208**	**1 664 019**	**1 047 699**	**1 494 566**	**1 473 675**	**1 477 691**

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Le programme des prestations familiales ne s'adressait qu'aux familles à revenu faible ou moyen de 1997 à 2004. Avant septembre 1997, le programme était universel et, depuis 2005, il contient une composante universelle (le crédit minimal).
2. Données projetées.

Tableau 13 : Évolution quinquennale du nombre de familles bénéficiaires de l'allocation de base, selon le nombre d'enfants dans la famille, de 1975 à 2012

	1975	1980	1985	1990	1995	2000[1]	2005	2010	2012[2]
1 enfant	355 433	408 963	417 528	432 806	441 521	272 091	408 890	409 400	399 300
2 enfants	323 850	368 676	374 565	384 031	380 771	205 056	344 574	349 200	351 200
3 enfants	155 526	135 503	116 298	111 442	112 471	83 175	93 773	96 100	99 900
4 enfants ou plus	107 346	48 403	27 609	24 910	28 598	26 631	25 871	27 723	29 440
Total	**942 155**	**961 545**	**936 000**	**953 189**	**963 361**	**586 953**	**873 108**	**882 423**	**879 840**

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Le programme des prestations familiales ne s'adressait qu'aux familles à revenu faible ou moyen de 1997 à 2004. Avant septembre 1997, le programme était universel et, depuis 2005, il contient une composante universelle (le crédit minimal).
2. Données projetées.

Le paiement de Soutien aux enfants

Tableau 14 : Familles bénéficiaires du PSE, selon la situation familiale et le revenu, décembre 2012

	Revenu familial				
Situation familiale	Moins de 25 000 $	25 000 $ - 49 999 $	50 000 $ - 74 999 $	75 000 $ ou plus	Total
	$	$	$	$	$
Familles biparentales					
1 enfant	23 344	45 075	59 044	125 124	252 587
2 enfants	21 875	41 545	57 682	148 364	269 466
3 enfants	10 032	15 370	17 109	38 391	80 902
4 enfants ou plus	5 432	6 122	4 746	7 984	24 284
Sous-total	**60 683**	**108 112**	**138 581**	**319 863**	**627 239**
Familles monoparentales					
1 enfant	69 081	45 482	17 566	7 179	139 308
2 enfants	34 254	24 903	11 048	5 010	75 215
3 enfants	10 103	4 494	1 758	824	17 179
4 enfants ou plus	3 316	832	232	118	4 498
Sous-total	**116 754**	**75 711**	**30 604**	**13 131**	**236 200**
Familles biparentales et monoparentales					
1 enfant	92 425	90 557	76 610	132 303	391 895
2 enfants	56 129	66 448	68 730	153 374	344 681
3 enfants	20 135	19 864	18 867	39 215	98 081
4 enfants ou plus	8 748	6 954	4 978	8 102	28 782
Total [1]	**177 437**	**183 823**	**169 185**	**332 994**	**863 439**

1. Données réelles au 31 décembre 2012.

Les familles qui gagnent moins de 25 000 $ représentent environ le quart (21 %) des bénéficiaires, mais elles reçoivent un PSE plus élevé que la moyenne. À l'opposé, celles qui gagnent 75 000 $ ou plus constituent plus du tiers (39 %) des bénéficiaires, mais elles reçoivent un PSE nettement inférieur à la moyenne.

Tableau 15 : Moyenne mensuelle du PSE, selon la situation familiale et le revenu, décembre 2012

	Revenu familial				
Situation familiale	**Moins de 25 000 $** $	**25 000 $ - 49 999 $** $	**50 000 $ - 74 999 $** $	**75 000 $ ou plus** $	**Total** $
Familles biparentales					
1 enfant	188	186	129	56	108
2 enfants	282	280	222	117	178
3 enfants	376	373	315	184	271
4 enfants ou plus	591	574	489	309	474
Sous-total	**289**	**271**	**203**	**106**	**173**
Familles monoparentales					
1 enfant	243	217	140	73	213
2 enfants	328	281	191	114	278
3 enfants	423	372	262	167	381
4 enfants ou plus	612	534	416	262	578
Sous-total	**294**	**251**	**167**	**96**	**253**
Familles biparentales et monoparentales					
1 enfant	229	202	131	57	146
2 enfants	310	280	217	117	200
3 enfants	400	372	310	184	291
4 enfants ou plus	599	570	485	308	490
Total [1]	**292**	**262**	**196**	**106**	**195**

1. Données réelles au 31 décembre 2012.

Près des trois quarts (73 %) des familles bénéficiaires du PSE sont des familles biparentales. Elles reçoivent toutefois un PSE moyen nettement inférieur à celui des familles monoparentales en raison d'un revenu annuel moyen plus élevé et de la somme additionnelle versée aux familles monoparentales.

Tableau 16 : Familles bénéficiaires du PSE et revenu annuel moyen, selon la situation familiale et la somme versée, décembre 2012

	Somme versée							
	Montant maximal		Montant se situant entre le minimum et le maximum		Montant minimal		Total	
Situation familiale	Nombre de familles	Revenu annuel moyen $	Nombre de familles	Revenu annuel moyen $	Nombre de familles	Revenu annuel moyen $	Nombre de familles	Revenu annuel moyen $
Familles biparentales								
1 enfant	58 276	27 431	94 033	65 760	100 278	139 550	252 587	86 212
2 enfants	54 188	27 351	123 835	72 793	91 443	156 023	269 466	91 899
3 enfants ou plus	32 883	25 660	52 908	77 593	19 395	196 058	105 186	83 201
Sous-total	**145 347**	**27 001**	**270 776**	**71 289**	**211 116**	**151 877**	**627 239**	**88 150**
Familles monoparentales								
1 enfant	87 367	15 929	47 493	49 943	4 448	129 591	139 308	31 155
2 enfants	43 948	15 978	29 481	52 864	1 786	153 906	75 215	33 711
3 enfants ou plus	15 809	13 529	5 623	53 454	245	192 402	21 677	25 907
Sous-total	**147 124**	**15 686**	**82 597**	**51 225**	**6 479**	**138 669**	**236 200**	**31 487**
Familles biparentales et monoparentales								
1 enfant	145 643	20 531	141 526	60 453	104 726	139 127	391 895	66 641
2 enfants	98 136	22 258	153 316	68 961	93 229	155 982	344 681	79 201
3 enfants ou plus	48 692	21 721	58 531	75 274	19 640	196 013	126 863	73 412
Total[1]	**292 471**	**21 309**	**353 373**	**66 599**	**217 595**	**151 483**	**863 439**	**72 650**

1. Données réelles au 31 décembre 2012.

Le tableau 16 indique que 292 471 familles (34 % des familles) touchent la somme maximale du PSE. Le revenu moyen de ces familles est de 21 309 $, le maximum de revenu qui permet le PSE maximal étant de 45 152 $ pour les familles biparentales et de 32 856 $ pour les familles monoparentales en 2012. À l'opposé, 25 % des familles touchent la somme minimale. Rappelons que cette somme correspond aux anciens crédits d'impôt non remboursables pour enfants à charge de moins de 18 ans. Le revenu moyen de ces familles est de 151 483 $.

Tableau 17 : Familles bénéficiaires du PSE, selon la situation familiale, l'âge du bénéficiaire et son sexe, décembre 2012

	Âge du bénéficiaire				Sexe du bénéficiaire		
Situation familiale	Moins de 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45 ans ou plus	Femme	Homme	Total
Familles biparentales							
1 enfant	12 100	77 405	78 041	85 041	245 847	6 740	252 587
2 enfants	4 243	86 175	137 588	41 460	262 831	6 635	269 466
3 enfants	673	26 110	45 861	8 258	77 809	3 093	80 902
4 enfants ou plus	115	8 068	14 202	1 899	23 039	1 245	24 284
Sous-total	**17 131**	**197 758**	**275 692**	**136 658**	**609 526**	**17 713**	**627 239**
Familles monoparentales							
1 enfant	9 093	31 202	51 116	47 897	113 608	25 700	139 308
2 enfants	1 837	18 918	38 858	15 602	61 447	13 768	75 215
3 enfants	228	5 229	9 367	2 355	14 752	2 427	17 179
4 enfants ou plus	27	1 606	2 406	459	4 046	452	4 498
Sous-total	**11 185**	**56 955**	**101 747**	**66 313**	**193 853**	**42 347**	**236 200**
Familles biparentales et monoparentales							
1 enfant	21 193	108 607	129 157	132 938	359 455	32 440	391 895
2 enfants	6 080	105 093	176 446	57 062	324 278	20 403	344 681
3 enfants	901	31 339	55 228	10 613	92 561	5 520	98 081
4 enfants ou plus	142	9 674	16 608	2 358	27 085	1 697	28 782
Total[1]	**28 316**	**254 713**	**377 439**	**202 971**	**803 379**	**60 060**	**863 439**

1. Données réelles au 31 décembre 2012.

Dans 93 % des familles, le PSE est versé à la mère.

Un peu plus des trois quarts (76 %) des bénéficiaires du PSE sont âgés de moins de 45 ans. Seulement 3 % des familles ont un bénéficiaire de moins de 25 ans.

Tableau 18 : Proportion de familles bénéficiaires du PSE qui ont choisi le dépôt direct et le paiement mensuel, selon la situation familiale et la somme versée, décembre 2012

	Somme versée							
	Montant maximal		Montant se situant entre le minimum et le maximum		Montant minimal		Total	
Situation familiale	Dépôt direct %	Paiement mensuel %	Dépôt direct %	Paiement mensuel %	Dépôt direct %	Paiement mensuel %	Dépôt direct %	Paiement mensuel %
Familles biparentales								
1 enfant	74	25	67	18	56	6	64	15
2 enfants	83	32	73	23	61	7	71	19
3 enfants ou plus	87	42	80	32	66	9	80	31
Sous-total	80	32	72	23	59	7	70	19
Familles monoparentales								
1 enfant	84	50	77	26	62	6	81	40
2 enfants	89	58	78	29	62	5	84	45
3 enfants ou plus	92	67	82	37	69	7	89	58
Sous-total	86	54	78	28	62	6	83	44
Familles biparentales et monoparentales								
1 enfant	80	40	70	20	56	6	70	24
2 enfants	86	43	74	24	61	7	74	25
3 enfants ou plus	89	50	80	33	66	9	81	36
Total[1]	83	43	74	24	59	7	73	26

1. Données réelles au 31 décembre 2012.

La majorité des bénéficiaires du PSE (73 %) optent pour le dépôt direct, et près d'une famille sur quatre (26 %) demande à recevoir son paiement chaque mois plutôt que tous les trimestres.

Ces statistiques varient en fonction de la somme versée. Les familles qui reçoivent la somme maximale, soit les familles à faible revenu, préfèrent le dépôt direct et le paiement mensuel. Ainsi, 83 % des familles qui reçoivent la somme maximale optent pour le dépôt direct, et 43 % demandent le paiement mensuel. À l'inverse, les familles qui reçoivent la somme minimale, soit les familles à revenu plus élevé, optent pour le dépôt direct dans une proportion de 59 % (comparativement à 57 % en 2011 et à 53 % en 2010) et pour le paiement mensuel dans une proportion de 7 %.

Tableau 19 : Enfants donnant droit au PSE, selon l'âge et le nombre d'enfants dans la famille, décembre 2012

	Nombre d'enfants dans la famille				
Âge de l'enfant	**1 enfant**	**2 enfants**	**3 enfants**	**4 enfants ou plus**	**Total**
Moins de 1 an	35 191	30 709	11 797	4 891	82 587
1 an	33 567	34 161	12 998	5 281	86 006
2 ans	24 908	40 761	15 150	6 038	86 856
3 ans	18 636	45 485	17 106	6 982	88 209
4 ans	15 223	45 748	19 322	7 435	87 728
5 ans	13 089	43 146	20 451	7 964	84 649
6 ans	11 621	41 418	20 352	8 315	81 705
7 ans	11 072	38 428	19 709	8 087	77 295
8 ans	11 140	37 223	18 679	8 161	75 202
9 ans	11 841	36 447	18 419	8 199	74 906
10 ans	12 284	36 370	17 507	7 959	74 118
11 ans	13 477	36 524	17 518	7 647	75 164
12 ans	15 021	35 897	16 026	7 342	74 285
13 ans	17 435	35 944	14 960	6 614	74 951
14 ans	22 167	35 237	13 693	6 233	77 329
15 ans	29 637	33 134	12 190	5 562	80 523
16 ans	40 237	29 920	10 298	4 562	85 017
17 ans	43 650	29 742	9 722	4 202	87 315
Total[1]	**380 192**	**666 290**	**285 892**	**121 469**	**1 453 842**

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Données réelles au 31 décembre 2012.

Presque un enfant sur deux (46 %) vit dans une famille de 2 enfants, et 8 % des enfants vivent dans une famille de 4 enfants ou plus.

Il y a 87 315 enfants de 17 ans au Québec comparativement à 82 587 enfants de moins d'un an. Étant donné que les enfants de 17 ans cesseront de donner droit au PSE au cours de l'année, il faudra une augmentation importante du nombre de naissances ou un solde migratoire fortement positif pour contrer une baisse prévisible du nombre de familles bénéficiaires au Québec. Il faudra aussi un apport considérable de nouvelles familles, car 43 650 familles cesseront d'être bénéficiaires, puisque leur seul enfant a 17 ans.

Le supplément pour enfant handicapé

Tableau 20 : Évolution du nombre d'enfants reconnus handicapés, selon le sexe et la nature du handicap, de 1980 à 2012

	Nature du handicap						
					Déficiences		
Sexe et année	Visuelle	Auditive	Motrice	Autres	Sous-total	Troubles du développement	Total
Garçons							
1980	n. d.	n. d.	n. d.	s. o.	**n. d.**	n. d.	**2 791**
1985	354	740	1 899	2 926	**5 919**	2 194	**8 113**
1990	469	911	2 591	8 932	**12 903**	2 983	**15 886**
1991	484	930	2 578	11 108	**15 100**	3 120	**18 220**
1992	494	920	2 678	12 374	**16 466**	3 496	**19 962**
1993	487	904	2 637	12 030	**16 058**	3 553	**19 611**
1994	495	889	2 515	9 087	**12 986**	4 231	**17 217**
1995	474	861	2 362	6 963	**10 660**	4 629	**15 289**
1996	457	844	2 225	6 086	**9 612**	4 857	**14 469**
1997	438	811	2 170	5 529	**8 948**	5 276	**14 224**
1998	440	789	2 095	5 186	**8 510**	6 033	**14 543**
1999	440	771	2 027	5 016	**8 254**	6 949	**15 203**
2000	439	753	1 995	4 937	**8 124**	7 708	**15 832**
2001	436	732	1 920	4 843	**7 931**	8 413	**16 344**
2002	446	702	1 840	4 657	**7 645**	9 235	**16 880**
2003	464	699	1 801	4 689	**7 653**	10 252	**17 905**
2004	468	674	1 710	4 632	**7 484**	11 569	**19 053**
2005	446	659	1 634	4 647	**7 386**	12 920	**20 306**
2006	428	626	1 566	4 677	**7 297**	14 111	**21 408**
2007	417	562	1 488	4 704	**7 171**	14 929	**22 100**
2008	407	537	1 408	4 827	**7 179**	15 792	**22 971**
2009	401	515	1 351	4 936	**7 203**	16 505	**23 708**
2010[1]	388	516	1 334	5 109	**7 347**	16 882	**24 229**
2011[1]	379	507	1 299	5 388	**7 573**	17 238	**24 811**
2012[1]	405	524	1 317	5 724	**7 970**	18 110	**26 080**
Filles							
1980	n. d.	n. d.	n. d.	s. o.	**n. d.**	n. d.	**2 175**
1985	250	630	1 483	2 258	**4 621**	1 474	**6 095**
1990	314	853	2 020	6 190	**9 377**	1 794	**11 171**
1991	318	876	2 044	7 527	**10 765**	1 812	**12 577**
1992	304	858	2 200	8 283	**11 645**	1 882	**13 527**
1993	300	827	2 194	8 153	**11 474**	1 932	**13 406**
1994	299	836	2 153	6 339	**9 627**	2 150	**11 777**
1995	297	817	2 095	5 135	**8 344**	2 373	**10 717**
1996	309	785	2 009	4 564	**7 667**	2 433	**10 100**
1997	293	773	1 886	4 263	**7 215**	2 585	**9 800**
1998	295	762	1 817	4 114	**6 988**	2 876	**9 864**
1999	294	747	1 765	4 034	**6 840**	3 258	**10 098**
2000	295	743	1 698	4 026	**6 762**	3 504	**10 266**
2001	300	725	1 611	3 765	**6 401**	3 949	**10 350**
2002	301	702	1 518	3 830	**6 351**	4 105	**10 456**
2003	311	679	1 454	3 830	**6 274**	4 407	**10 681**
2004	307	648	1 399	3 830	**6 184**	4 737	**10 921**
2005	310	608	1 328	3 850	**6 096**	5 139	**11 235**
2006	309	584	1 270	3 902	**6 065**	5 410	**11 475**
2007	307	537	1 178	3 920	**5 942**	5 589	**11 531**
2008	305	508	1 108	4 019	**5 940**	5 791	**11 731**
2009	302	483	1 061	4 181	**6 027**	5 919	**11 946**
2010[1]	302	481	1 026	4 297	**6 106**	5 965	**12 071**
2011[1]	307	487	1 008	4 532	**6 334**	5 995	**12 329**
2012[1]	328	502	991	4 825	**6 646**	6 214	**12 860**

1. Données projetées

Tableau 20 (suite) : Évolution du nombre d'enfants reconnus handicapés, selon le sexe et la nature du handicap, de 1980 à 2012

	Nature du handicap						
					Déficiences		
Sexe et année	Visuelle	Auditive	Motrice	Autres	Sous-total	Troubles du développement	Total
Garçons et filles							
1980	n. d.	n. d.	n. d.	s. o.	**n. d.**	n. d.	**4 966**
1985	604	1 370	3 382	5 184	**10 540**	3 668	**14 208**
1990	783	1 764	4 611	15 122	**22 280**	4 777	**27 057**
1991	802	1 806	4 622	18 635	**25 865**	4 932	**30 797**
1992	798	1 778	4 878	20 657	**28 111**	5 378	**33 489**
1993	787	1 731	4 831	20 183	**27 532**	5 485	**33 017**
1994	794	1 725	4 668	15 426	**22 613**	6 381	**28 994**
1995	771	1 678	4 457	12 098	**19 004**	7 002	**26 006**
1996	766	1 629	4 234	10 650	**17 279**	7 290	**24 569**
1997	731	1 584	4 056	9 792	**16 163**	7 861	**24 024**
1998	735	1 551	3 912	9 300	**15 498**	8 909	**24 407**
1999	734	1 518	3 792	9 050	**15 094**	10 207	**25 301**
2000	734	1 496	3 693	8 963	**14 886**	11 212	**26 098**
2001	736	1 457	3 531	8 608	**14 332**	12 362	**26 694**
2002	747	1 404	3 358	8 487	**13 996**	13 340	**27 336**
2003	775	1 378	3 255	8 519	**13 927**	14 659	**28 586**
2004	775	1 322	3 109	8 462	**13 668**	16 306	**29 974**
2005	756	1 267	2 962	8 497	**13 482**	18 059	**31 541**
2006	737	1 210	2 836	8 579	**13 362**	19 521	**32 883**
2007	724	1 099	2 666	8 624	**13 113**	20 518	**33 631**
2008	712	1 045	2 516	8 846	**13 119**	21 583	**34 702**
2009	703	998	2 412	9 117	**13 230**	22 424	**35 654**
2010[1]	690	997	2 360	9 406	**13 453**	22 847	**36 300**
2011[1]	686	994	2 307	9 920	**13 907**	23 233	**37 140**
2012[1]	733	1 026	2 308	10 549	**14 616**	24 324	**38 940**

1. Données projetées.

La tendance à la hausse du nombre d'enfants reconnus handicapés se poursuit en 2012. L'augmentation s'observe principalement dans les cas de troubles du développement, qui sont en progression depuis le début du programme en 1980.

Tableau 21 : Familles bénéficiaires du SEH, selon la situation familiale et le revenu, décembre 2012

	Revenu familial				
Situation familiale	**Moins de 25 000 $**	**25 000 $ - 49 999 $**	**50 000 $ - 74 999 $**	**75 000 $ ou plus**	**Total**
Familles biparentales					
1 enfant	728	1 243	1 391	2 319	5 681
2 enfants	1 123	2 005	2 486	4 821	10 435
3 enfants	769	1 079	1 081	1 783	4 712
4 enfants ou plus	588	636	422	501	2 147
Total	**3 208**	**4 963**	**5 380**	**9 424**	**22 975**
Familles monoparentales					
1 enfant	2 661	1 229	398	185	4 473
2 enfants	2 257	1 099	452	189	3 997
3 enfants	964	284	101	51	1 400
4 enfants ou plus	420	83	12	12	527
Total	**6 302**	**2 695**	**963**	**437**	**10 397**
Familles biparentales et monoparentales					
1 enfant	3 389	2 472	1 789	2 504	10 154
2 enfants	3 380	3 104	2 938	5 010	14 432
3 enfants	1 733	1 363	1 182	1 834	6 112
4 enfants ou plus	1 008	719	434	513	2 674
Total[1]	**9 510**	**7 658**	**6 343**	**9 861**	**33 372**

1. Données réelles au 31 décembre 2012.

On compte 33 372 familles ayant au moins un enfant reconnu handicapé, soit 4 % des familles québécoises.

Près de 70 % des familles bénéficiaires du SEH sont biparentales et 51 % ont un revenu inférieur à 50 000 $.

Tableau 22 : Répartition des enfants reconnus handicapés, selon la nature du handicap et l'âge de l'enfant, décembre 2012

	Âge de l'enfant			
Nature du handicap	**0-4 ans**	**5-11 ans**	**12-17 ans**	**Total**
Déficiences				
Visuelle	141	251	248	640
Auditive	230	390	318	938
Motrice	454	756	884	2 094
Autres déficiences				
Fonction cardiovasculaire	194	67	60	321
Alimentation et digestion	187	422	364	973
Anomalies métaboliques ou héréditaires	371	1 158	1 610	3 139
Anomalies du système nerveux	64	127	142	333
Fonction respiratoire	47	55	43	145
Néoplasies	162	254	201	617
Anomalies du système immunitaire	274	550	263	1 087
Fonctions rénale et urinaire	32	60	59	151
Malformations congénitales et anomalies chromosomiques	538	585	490	1 613
Autres déficiences et déficiences multiples	928	220	222	1 369
Sous-total	2 797	3 497	3 453	9 747
Total - Déficiences	**3 622**	**4 894**	**4 903**	**13 419**
Troubles du développement				
Retard psychomoteur	434	830	253	1 517
Retard mental et déficiences cognitives	19	1 130	3 016	4 165
Troubles envahissants du développement	542	3 921	2 867	7 330
Troubles du langage	403	4 088	1 864	6 355
Troubles du comportement	8	598	1 096	1 702
Autres/psychoaffectif	4	79	192	275
Total - Troubles du développement	**1 410**	**10 645**	**9 288**	**21 343**
Grand total[1]	**5 032**	**15 539**	**14 191**	**34 761**

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Données réelles au 31 décembre 2012.

On compte 34 761 enfants reconnus handicapés, soit 2 % des enfants québécois.

Les handicaps des enfants sont majoritairement (61 %) des troubles du développement.

Statistiques régionales

Tableau 23 : Répartition régionale des bénéficiaires en décembre 2012 et des sommes totales versées en 2012

Région	Paiement de Soutien aux enfants			Supplément pour enfant handicapé			Total des sommes versées K$
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées K$	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées K$	
Bas-Saint-Laurent	19 243	32 839	47 876	681	711	1 603	49 479
Saguenay–Lac-Saint-Jean	28 316	47 861	67 111	1 117	1 137	2 616	69 728
Capitale-Nationale	70 782	114 287	150 668	2 364	2 411	5 503	156 172
Mauricie	25 227	41 475	64 142	927	961	2 233	66 375
Estrie	32 964	56 668	84 421	1 397	1 453	3 368	87 790
Montréal	191 691	323 403	508 525	7 366	7 834	17 931	526 456
Outaouais	41 988	69 479	96 238	1 433	1 455	3 418	99 656
Abitibi-Témiscamingue	16 259	28 170	38 471	528	535	1 225	39 696
Côte-Nord	10 971	18 320	25 772	355	364	847	26 619
Nord-du-Québec	6 236	13 089	20 441	173	179	408	20 849
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	9 054	14 072	22 897	345	357	822	23 719
Chaudière-Appalaches	44 664	77 418	105 048	1 605	1 653	3 776	108 824
Laval	48 117	81 691	111 961	1 851	1 916	4 422	116 383
Lanaudière	57 099	96 017	135 991	2 581	2 711	6 096	142 088
Laurentides	65 544	108 964	152 227	2 672	2 768	6 345	158 572
Montérégie	168 744	283 900	384 286	7 036	7 353	16 856	401 143
Centre-du-Québec	25 945	45 164	68 066	922	945	2 164	70 231
Hors du Québec	595	1 028	1 767	19	21	39	1 805
Total[1]	**863 439**	**1 453 842**	**2 085 909**	**33 372**	**34 761**	**79 673**	**2 165 581**

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Données réelles au 31 décembre 2012.

Tableau 24 : Répartition régionale des bénéficiaires du SAE, selon le nombre d'enfants dans la famille, décembre 2012

Région	Familles bénéficiaires du PSE				Familles bénéficiaires du SEH			
	1 enfant	2 enfants	3 enfants et plus	Total	1 enfant	2 enfants	3 enfants et plus	Total
Bas-Saint-Laurent	8 580	7 582	3 081	**19 243**	232	270	179	**681**
Saguenay–Lac-Saint-Jean	12 526	11 417	4 373	**28 316**	353	516	248	**1 117**
Capitale-Nationale	33 051	28 934	8 797	**70 782**	798	1 056	510	**2 364**
Mauricie	11 987	9 815	3 425	**25 227**	303	371	253	**927**
Estrie	14 098	13 121	5 745	**32 964**	395	562	440	**1 397**
Montréal	92 780	71 273	27 638	**191 691**	2 318	3 066	1 982	**7 366**
Outaouais	19 202	16 871	5 915	**41 988**	459	617	357	**1 433**
Abitibi-Témiscamingue	7 059	6 367	2 833	**16 259**	167	207	154	**528**
Côte-Nord	5 290	4 114	1 567	**10 971**	138	133	84	**355**
Nord-du-Québec	2 389	1 979	1 868	**6 236**	35	56	82	**173**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	4 809	3 309	936	**9 054**	143	135	67	**345**
Chaudière-Appalaches	18 174	19 241	7 249	**44 664**	442	732	431	**1 605**
Laval	21 210	20 116	6 791	**48 117**	586	838	427	**1 851**
Lanaudière	25 750	23 132	8 217	**57 099**	748	1 115	718	**2 581**
Laurentides	29 540	26 881	9 123	**65 544**	764	1 204	704	**2 672**
Montérégie	74 400	69 698	24 646	**168 744**	2 018	3 156	1 862	**7 036**
Centre-du-Québec	10 769	10 610	4 566	**25 945**	248	395	279	**922**
Hors du Québec	281	221	93	**595**	7	3	9	**19**
Total[1]	**391 895**	**344 681**	**126 863**	**863 439**	**10 154**	**14 432**	**8 786**	**33 372**

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Données réelles au 31 décembre 2012.

Tableau 25 : Répartition régionale des bénéficiaires du PSE, selon l'âge des enfants, décembre 2012

	Familles avec enfants âgés de				Nombre total d'enfants âgés de			
Région	**0 à 4 ans**	**5 à 11 ans**	**12 à 17 ans**	**Total[1]**	**0 à 4 ans**	**5 à 11 ans**	**12 à 17 ans**	**Total**
Bas-Saint-Laurent	7 354	9 113	8 842	**19 243**	9 494	12 334	11 012	**32 839**
Saguenay–Lac-Saint-Jean	10 868	13 327	12 785	**28 316**	13 964	17 864	16 034	**47 861**
Capitale-Nationale	28 155	32 187	29 983	**70 782**	36 103	41 606	36 578	**114 287**
Mauricie	9 285	11 511	11 625	**25 227**	11 920	15 164	14 391	**41 475**
Estrie	12 502	15 707	15 048	**32 964**	16 409	21 179	19 081	**56 668**
Montréal	81 535	90 864	79 502	**191 691**	101 883	120 536	100 985	**323 403**
Outaouais	15 921	20 096	18 612	**41 988**	20 147	26 257	23 075	**69 479**
Abitibi-Témiscamingue	6 368	7 687	7 476	**16 259**	8 352	10 388	9 431	**28 170**
Côte-Nord	4 097	5 299	5 056	**10 971**	5 168	6 944	6 209	**18 320**
Nord-du-Québec	3 003	3 548	2 892	**6 236**	3 903	5 219	3 968	**13 089**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	3 075	4 054	4 367	**9 054**	3 764	5 085	5 223	**14 072**
Chaudière-Appalaches	17 556	21 231	19 720	**44 664**	23 310	29 037	25 071	**77 418**
Laval	18 005	23 558	22 223	**48 117**	22 690	31 257	27 745	**81 691**
Lanaudière	21 952	26 664	26 001	**57 099**	28 215	35 139	32 664	**96 017**
Laurentides	23 642	30 941	30 247	**65 544**	30 418	40 928	37 618	**108 964**
Montérégie	63 759	80 042	75 542	**168 744**	82 052	106 906	94 943	**283 900**
Centre-du-Québec	9 952	12 394	11 857	**25 945**	13 147	16 798	15 220	**45 164**
Hors du Québec	355	286	144	**595**	451	403	175	**1 028**
Total[2]	**337 384**	**408 509**	**381 922**	**863 439**	**431 386**	**543 039**	**479 420**	**1 453 842**

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. La somme des données individuelles ne correspond pas au total puisqu'une famille ayant plusieurs enfants d'âge différent n'est comptée qu'une fois dans le total.
2. Données réelles au 31 décembre 2012.

Tableau 26 : Répartition régionale des enfants reconnus handicapés, selon la nature du handicap, décembre 2012

	Nature du handicap						
					Déficiences	Troubles du développement	
Région	Visuelle	Auditive	Motrice	Autres	Sous-total		Total
Bas-Saint-Laurent	3	14	55	235	**307**	404	**711**
Saguenay–Lac-Saint-Jean	20	31	103	403	**557**	580	**1 137**
Capitale-Nationale	34	84	177	872	**1 167**	1 245	**2 411**
Mauricie	25	27	63	275	**390**	571	**961**
Estrie	25	30	91	360	**506**	948	**1 453**
Montréal	144	240	407	2 034	**2 825**	5 010	**7 834**
Outaouais	39	28	85	431	**583**	873	**1 455**
Abitibi-Témiscamingue	14	15	35	195	**259**	276	**535**
Côte-Nord	5	10	28	117	**160**	204	**364**
Nord-du-Québec	7	5	17	57	**86**	93	**179**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	6	9	20	107	**142**	215	**357**
Chaudière-Appalaches	25	35	126	583	**769**	884	**1 653**
Laval	48	57	104	522	**731**	1 186	**1 916**
Lanaudière	38	61	149	623	**871**	1 841	**2 711**
Laurentides	44	88	152	793	**1 077**	1 691	**2 768**
Montérégie	139	179	413	1 852	**2 583**	4 772	**7 353**
Centre-du-Québec	26	26	69	285	**406**	540	**945**
Hors du Québec	.	.	2	6	**8**	13	**21**
Total[1]	**640**	**938**	**2 094**	**9 747**	**13 419**	**21 343**	**34 761**

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Données réelles au 31 décembre 2012.

Tableau 27 : Répartition des bénéficiaires par région administrative et MRC en décembre 2012 et des sommes totales versées en 2012

Région	Paiement de soutien aux enfants			Supplément pour enfant handicapé			Total des sommes versées M$
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées M$	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées M$	
Bas-Saint-Laurent							
La Matapédia (7)	1 809	3 164	4,9	75	74	0,2	5,0
Matane (8)	1 971	3 161	4,8	76	77	0,2	5,0
La Mitis (9)	1 884	3 337	5,1	77	82	0,2	5,3
Rimouski-Neigette (10)	5 463	8 949	12,1	167	174	0,4	12,5
Les Basques (11)	726	1 287	2,0	30	33	0,1	2,1
Rivière-du-Loup (12)	3 446	5 866	8,2	114	121	0,3	8,5
Témiscouata (13)	1 887	3 450	5,4	71	75	0,2	5,6
Kamouraska (14)	2 057	3 627	5,4	71	76	0,2	5,6
Total	**19 243**	**32 839**	**47,9**	**681**	**711**	**1,6**	**49,5**
Saguenay–Lac-Saint-Jean							
Le Domaine-Du-Roy (91)	3 251	5 715	8,4	114	115	0,3	8,7
Maria-Chapdelaine (92)	2 558	4 557	6,7	92	92	0,2	7,0
Lac-Saint-Jean-Est (93)	5 524	9 596	13,4	228	237	0,5	13,9
Saguenay (941)	14 663	23 917	32,8	607	614	1,4	34,2
Le Fjord-du-Saguenay (942)	2 320	4 077	5,8	76	80	0,2	6,0
Total	**28 316**	**47 861**	**67,1**	**1 117**	**1 137**	**2,6**	**69,7**
Capitale-Nationale							
Charlevoix-Est (15)	1 551	2 559	3,8	52	53	0,1	3,9
Charlevoix (16)	1 154	1 945	2,7	45	49	0,1	2,9
L'Île-d'Orléans (20)	610	1 049	1,3	24	23	0,0	1,4
La Côte-de-Beaupré (21)	3 038	5 068	6,3	90	95	0,2	6,5
La Jacques-Cartier (22)	5 513	9 450	10,7	171	169	0,4	11,1
Québec (23)	53 719	85 507	113,8	1 808	1 836	4,2	118,0
Portneuf (34)	5 197	8 710	12,0	174	187	0,4	12,4
Total	**70 782**	**114 287**	**150,7**	**2 364**	**2 411**	**5,5**	**156,2**
Mauricie							
Mékinac (35)	1 020	1 758	2,9	35	38	0,1	2,9
Shawinigan (36)	4 278	6 829	11,4	184	188	0,4	11,8
Maskinongé (51)	3 483	5 823	9,0	110	117	0,3	9,3
La Tuque (90)	1 658	3 085	5,1	44	45	0,1	5,3
Trois-Rivières (371)	12 941	20 832	30,9	473	492	1,1	32,0
Les Chenaux (372)	1 847	3 149	4,8	81	81	0,2	5,0
Total	**25 227**	**41 475**	**64,1**	**927**	**961**	**2,2**	**66,4**
Estrie							
Le Granit (30)	2 186	3 935	6,1	80	83	0,2	6,3
Les Sources (40)	1 447	2 660	4,4	60	66	0,2	4,6
Le Haut-Saint-Francois (41)	2 355	4 269	6,7	108	114	0,3	7,0
Le Val-Saint-Francois (42)	3 338	5 830	8,5	146	149	0,3	8,8
Sherbrooke (43)	16 826	28 023	40,5	723	751	1,7	42,3
Coaticook (44)	2 080	3 828	5,9	78	89	0,2	6,1
Memphrémagog (45)	4 732	8 125	12,3	202	203	0,5	12,8
Total	**32 964**	**56 668**	**84,4**	**1 397**	**1 453**	**3,4**	**87,8**
Montréal							
Montréal (66)	**191 691**	**323 403**	**508,5**	**7 366**	**7 834**	**17,9**	**526,5**

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

Tableau 27 (suite) : Répartition des bénéficiaires par région administrative et MRC en décembre 2012 et des sommes totales versées en 2012

Région	Paiement de soutien aux enfants			Supplément pour enfant handicapé			Total des sommes versées M$
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées M$	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées M$	
Outaouais							
Papineau (80)	2 052	3 416	5,6	92	97	0,2	5,8
Gatineau (81)	30 786	50 418	68,9	1 012	1 022	2,4	71,3
Les Collines-de-l'Outaouais (82)	5 660	9 685	11,3	179	185	0,4	11,8
La Vallée-de-la-Gatineau (83)	2 076	3 443	6,2	70	70	0,2	6,4
Pontiac (84)	1 414	2 518	4,2	80	82	0,2	4,3
Total	**41 988**	**69 479**	**96,2**	**1 433**	**1 455**	**3,4**	**99,7**
Abitibi-Témiscamingue							
Témiscamingue (85)	1 817	3 218	4,8	67	70	0,2	5,0
Rouyn-Noranda (86)	4 583	7 616	10,0	163	161	0,4	10,3
Abitibi-Ouest (87)	2 253	4 034	5,5	76	76	0,2	5,6
Abitibi (88)	2 772	4 858	6,6	66	66	0,1	6,7
La Vallée-de-l'Or (89)	4 834	8 445	11,7	156	162	0,4	12,1
Total	**16 259**	**28 170**	**38,5**	**528**	**535**	**1,2**	**39,7**
Côte-Nord							
La Haute-Côte-Nord (95)	1 102	1 777	2,8	41	42	0,1	2,9
Manicouagan (96)	3 545	5 651	8,0	143	148	0,3	8,3
Sept-Rivières (971)	4 264	7 302	9,7	125	127	0,3	10,1
Caniapiscau (972)	588	1 060	1,4	14	14	0,0	1,4
Minganie (981)	798	1 375	2,0	18	18	0,0	2,0
Golfe-du-Saint-Laurent (982)	674	1 156	2,0	14	15	0,0	2,0
Total	**10 971**	**18 320**	**25,8**	**355**	**364**	**0,8**	**26,6**
Nord-du-Québec							
Jamésie (991)	1 659	2 909	3,8	57	58	0,1	3,9
Kativik (992)	1 964	4 187	6,9	40	41	0,1	7,0
Eeyou Istchee (993)	2 613	5 993	9,8	76	80	0,2	10,0
Total	**6 236**	**13 089**	**20,4**	**173**	**179**	**0,4**	**20,8**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine							
Les Îles-de-la-Madeleine (1)	1 225	1 802	2,7	44	44	0,1	2,8
Le Rocher-Percé (2)	1 692	2 498	4,5	69	68	0,2	4,7
La Côte-de-Gaspé (3)	1 763	2 729	4,0	55	55	0,1	4,1
La Haute-Gaspésie (4)	1 072	1 659	2,8	37	42	0,1	2,9
Bonaventure (5)	1 720	2 766	4,3	79	82	0,2	4,5
Avignon (6)	1 582	2 619	4,5	61	66	0,2	4,6
Total	**9 054**	**14 072**	**22,9**	**345**	**357**	**0,8**	**23,7**
Chaudière-Appalaches							
L'Islet (17)	1 679	2 984	4,5	61	63	0,1	4,7
Montmagny (18)	2 126	3 687	5,5	88	90	0,2	5,7
Bellechasse (19)	3 773	6 747	9,4	166	177	0,4	9,8
La Nouvelle-Beauce (26)	4 200	7 470	9,9	151	154	0,4	10,2
Robert-Cliche (27)	2 038	3 755	5,4	86	84	0,2	5,6
Les Etchemins (28)	1 713	3 121	4,7	63	70	0,2	4,9
Beauce-Sartigan (29)	5 565	9 733	14,1	209	220	0,5	14,6
Les Appalaches (31)	3 824	6 621	10,1	108	114	0,3	10,4
Lotbinière (33)	3 362	6 026	8,7	121	124	0,3	8,9
Lévis (251)	16 384	27 276	32,8	552	558	1,3	34,1
Total	**44 664**	**77 418**	**105,0**	**1 605**	**1 653**	**3,8**	**108,8**
Laval							
Laval (65)	**48 117**	**81 691**	**112,0**	**1 851**	**1 916**	**4,4**	**116,4**

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

Tableau 27 (suite) : Répartition des bénéficiaires par région administrative et MRC en décembre 2012 et des sommes totales versées en 2012

Région	Paiement de soutien aux enfants			Supplément pour enfant handicapé			Total des sommes versées M$
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées M$	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées M$	
Lanaudière							
D'Autray (52)	4 521	7 660	12,0	218	231	0,5	12,6
L'Assomption (60)	14 728	24 340	32,4	669	699	1,6	34,0
Joliette (61)	6 714	11 108	16,8	302	312	0,7	17,5
Matawinie (62)	4 551	7 905	13,5	204	208	0,5	14,0
Montcalm (63)	5 941	10 205	16,1	297	321	0,7	16,8
Les Moulins (64)	20 644	34 801	45,2	891	941	2,0	47,2
Total	**57 099**	**96 017**	**136,0**	**2 581**	**2 711**	**6,1**	**142,1**
Laurentides							
Deux-Montagnes (72)	11 934	19 709	26,6	519	554	1,3	27,8
Thérèse-De Blainville (73)	19 670	33 523	42,3	770	788	1,9	44,2
Mirabel (74)	6 446	10 971	14,2	287	299	0,7	14,9
La Rivière-du-Nord (75)	13 572	22 152	32,3	541	551	1,2	33,5
Argenteuil (76)	3 126	5 138	8,6	137	145	0,3	8,9
Les Pays-d'en-Haut (77)	3 322	5 280	8,1	105	107	0,2	8,3
Les Laurentides (78)	4 215	6 850	11,3	165	170	0,4	11,7
Antoine-Labelle (79)	3 259	5 343	8,8	148	155	0,4	9,2
Total	**65 544**	**108 964**	**152,2**	**2 672**	**2 768**	**6,3**	**158,6**
Montérégie							
Brome-Missisquoi (46)	5 738	9 959	14,9	228	236	0,5	15,5
La Haute-Yamaska (47)	9 572	16 376	24,2	500	522	1,2	25,4
Acton (48)	1 716	3 085	4,9	98	113	0,3	5,1
Pierre-De Saurel (53)	4 442	7 285	10,6	205	222	0,5	11,1
Les Maskoutains (54)	9 373	16 102	23,6	463	474	1,1	24,7
Rouville (55)	4 141	7 106	10,0	150	159	0,4	10,4
Le Haut-Richelieu (56)	13 131	21 910	31,0	561	600	1,4	32,4
La Vallée-du-Richelieu (57)	15 308	25 818	29,8	576	583	1,4	31,2
Longueuil (58)	43 148	71 019	98,0	1 749	1 811	4,2	102,1
Marguerite-D'Youville (59)	10 119	16 970	19,6	387	399	0,9	20,5
Rousillon (67)	21 961	36 965	47,5	945	975	2,2	49,7
Les Jardins-de-Napierville (68)	3 083	5 413	7,8	144	155	0,4	8,1
Le Haut-Saint-Laurent (69)	2 401	4 314	7,5	108	126	0,3	7,8
Beauharnois-Salaberry (70)	6 330	10 286	16,0	295	325	0,7	16,8
Vaudreuil-Soulanges (71)	18 281	31 296	38,8	627	656	1,5	40,3
Total	**168 744**	**283 900**	**384,3**	**7 036**	**7 353**	**16,9**	**401,1**
Centre-du-Québec							
L'Érable (32)	2 420	4 421	6,8	95	96	0,2	7,1
Bécancour (38)	2 081	3 626	5,4	74	79	0,2	5,6
Arthabaska (39)	7 723	13 511	19,8	246	253	0,6	20,4
Drummond (49)	11 381	19 432	29,6	428	436	1,0	30,6
Nicolet-Yamaska (50)	2 340	4 175	6,4	79	82	0,2	6,6
Total	**25 945**	**45 164**	**68,1**	**922**	**945**	**2,2**	**70,2**
Total hors du Québec	**595**	**1 028**	**1,8**	**19**	**21**	**0,0**	**1,8**
Grand total	**863 439**	**1 453 842**	**2 085,9**	**33 372**	**34 761**	**79,7**	**2 165,6**

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.